

## L'agence de presse Libération-paysans

Avec les paysans sur le « front de l'information » ?

*The Agence de Presse Libération-Paysans: With farmers on the “news front”?*

Edouard Morena

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/11207>

DOI : [10.4000/etudesrurales.11207](https://doi.org/10.4000/etudesrurales.11207)

ISSN : 1777-537X

### Éditeur

Éditions de l'EHESS

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2016

Pagination : 25-38

ISBN : 9782713225208

### Référence électronique

Edouard Morena, « L'agence de presse Libération-paysans », *Études rurales* [En ligne], 198 | 2016, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 12 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/11207> ; DOI : [10.4000/etudesrurales.11207](https://doi.org/10.4000/etudesrurales.11207)

---

© Tous droits réservés

# L'AGENCE DE PRESSE LIBÉRATION-PAYSANS

AVEC LES PAYSANS

SUR LE « FRONT DE L'INFORMATION » ?

Edouard Morena

**A**U LENDEMAIN DE MAI 68, « le fond de l'air est rouge, et un espace rouge vif s'est dégagé à gauche du Parti communiste » [Rimbert 2005 : 19]. Ces événements ont marqué durablement la société française. Ils auront, pour reprendre le titre du livre de Kristin Ross [2005], des « vies ultérieures » en faisant sans cesse l'objet d'interprétations, de commémorations ou de remises en cause. À court et moyen terme, Mai 68 marque le début d'une séquence politique de dix ans (jusqu'aux législatives de 1978) pendant laquelle « un spectre, sans précédent par son ampleur, de secteurs de la société française s'est mis en mouvement » [Kouvelakis 2007 : 118-119] : ouvriers, jeunes (étudiants, lycéens, travailleurs), classes moyennes, intellectuels, femmes, détenus, soldats, une fraction des classes dominantes.

C'est également le cas d'une partie de la paysannerie française. Au printemps 1968 et, en particulier, dans les régions d'élevage du Grand-Ouest – Loire-Atlantique, Vendée, Bretagne –, de nombreux paysans affichent ouvertement leur solidarité avec le mouvement. En Loire-Atlantique, ils fraternisent avec les étudiants et les ouvriers et jouent un

rôle de premier plan dans « La Commune de Nantes » [Guin 1969]. Cet élan contestataire paysan ne commence, ni ne s'arrête cette année-là. Face aux effets de la modernisation à marche forcée et à ses conséquences sociales et démographiques – entre 1954 et 1964 près d'un million et demi de personnes quittent les campagnes – la France des années 1950 et 1960 connaît une série de crises agricoles profondes qui s'accompagnent de vagues de protestations paysannes [Gervais *et al.* 1965 ; Duclos 1998]. À la fin des années 1960, ce sont notamment les agriculteurs « modernisés » principalement issus des régions d'élevage qui s'opposent aux orientations prises par les dirigeants du « syndicalisme unitaire paysan » de la FNSEA<sup>1</sup> et du CNJA<sup>2</sup>, en situation de quasi-monopole depuis un quart de siècle<sup>3</sup>. Dans le Grand-Ouest, les années 1967 et 1968 se caractérisent par plusieurs manifestations agricoles de masse très violentes (à Quimper, à Redon...) au cours desquelles les organisations syndicales locales affiliées à la FNSEA et au CNJA (par le biais de la FRSEAO<sup>4</sup> et du CRJAO<sup>5</sup>) réclament une meilleure prise en compte des productions animales dans la politique agricole. Comme l'explique Ivan Bruneau, « les secousses de Mai amplifient la contestation » [2008 : 347].

1. Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

2. Cercle national des jeunes agriculteurs.

3. Il faudra attendre l'élection de François Mitterrand en 1981 pour voir la reconnaissance officielle du pluralisme syndical en agriculture.

4. Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Ouest.

5. Centre régional des jeunes agriculteurs de l'Ouest.

Les actions – blocages de coopératives, occupations de fermes, distributions gratuites de lait et de viande, manifestations – rencontrent un certain succès auprès de la population agricole et se poursuivront tout au long de la décennie suivante.

Tout en facilitant un rapprochement entre certaines sections de la paysannerie, des groupes et des organisations politiques de gauche, les contestations de Mai 68 ne constituent pas la première expression d'une critique de gauche de la FNSEA. À partir de 1959, le Modef<sup>6</sup>, bien qu'il ne soit pas officiellement reconnu, questionne déjà les orientations et l'hégémonie de la FNSEA [Tavernier 1972]. Par ailleurs, dans le Grand-Ouest, les événements n'entraînent pas de rupture immédiate avec le syndicalisme unitaire. Parmi les agriculteurs contestataires seule une minorité est partisane d'un nouveau syndicat autonome de Paysans travailleurs (PT). La plupart souhaite continuer le combat à l'intérieur du syndicalisme unitaire. Il faudra attendre 1972 pour voir les PT poser les premiers jalons d'une structure autonome au niveau local et national et 1974 pour que soit créée une Association nationale des paysans travailleurs (ANPT). Tout au long de la décennie 1970, l'organisation de la contestation à l'intérieur de la paysannerie française constitue d'ailleurs l'un des principaux enjeux pour ce que Jean-Philippe Martin appelle la nouvelle gauche paysanne [2005].

Dans l'après-Mai 68, le contexte de fortes mobilisations sociales et les débats qui les accompagnent sont propices au développement de bulletins et de revues militantes. Ils agissent comme des caisses de résonance et des lieux de débats et d'échanges à la fois stratégiques et idéologiques. Le milieu agricole n'est pas en reste. Parmi les nombreuses

publications agricoles militantes naissantes, il en est une qui incarne tout particulièrement cette volonté de faire vivre « l'esprit de Mai » dans les campagnes en favorisant la convergence entre les luttes paysannes et les autres mobilisations sociales : le bulletin de l'Agence de presse libération-paysans (APL-P). Fondé fin 1972 par des sympathisants de la cause paysanne, le bulletin APL-P symbolise la rencontre entre la « nouvelle presse » et la « nouvelle gauche paysanne ». En accompagnant et en rendant compte des différentes luttes agricoles en cours, il s'agit de faire entendre les préoccupations de la paysannerie, de favoriser sa prise de conscience collective et de créer les conditions d'une jonction entre villes et campagnes. Comme nous le verrons, l'expérience APL-P et notamment ses difficultés à mobiliser son public cible sont symptomatiques des bouleversements de l'après-Mai, période durant laquelle la fièvre insurrectionnelle et l'hypothèse d'un front uni entre paysans, ouvriers et étudiants font place aux doutes et à une forme de repli sur soi [Cusset 2006 : 22]<sup>7</sup>.

---

6. Mouvement de défense des exploitants familiaux.

7. Quelques textes sur la gauche paysanne et *Libération* font brièvement référence à l'APL-P [Hubscher et Lagrave 1993 : 129]. Le présent article s'appuie sur une analyse des anciens numéros de l'APL-P et sur huit entretiens semi-directifs avec des anciens membres du collectif de publication APL-P, deux anciens participants à l'APL et un ancien cadre des Paysans travailleurs (PT). Aucune des personnes interrogées n'a conservé des documents internes de l'APL-P (liste des abonnés, liste des référents locaux, éléments de budget, correspondance). C'est donc en croisant les éléments contenus dans les bulletins avec ceux fournis par les personnes interrogées que j'ai pu reconstituer l'histoire de l'APL-P.

### À la confluence de la « nouvelle presse » et de la « nouvelle gauche paysanne »

L'après-68 et son contexte politique et social si particulier créent un public pour la presse alternative [Atton 2002 ; Chadaigne 2002 ; Ferron 2004 ; Jezo-Vannier 2011]. Des dizaines de titres apparaissent. Ils couvrent toutes les dimensions de la contestation : contre-culture, luttes sociales, réflexion théorique. André Rimailho estime qu'en 1972 la « presse sauvage » compte environ 300 titres et entre 500 à 600 000 lecteurs [1973 : 125]. Steven Jezo-Vannier [*op. cit.*] évalue le nombre de titres entre 300 et 500 entre 1971 et 1973. Cette « nouvelle presse » partage une même volonté de préserver et de prolonger l'esprit de Mai. Comme l'explique Laurent Martin :

« L'esprit de Mai que cette presse tente de sauvegarder et de réaliser en acte se manifeste avant tout par la "prise de parole" [...] que les discours d'autorité véhiculés par la "grande presse" auraient confisquée, refoulée. [...] Cette parole était la première liberté conquise en Mai, elle doit être la dernière à céder aux coups de boutoirs du retour à l'ordre » [2008 : 58-59].

Pour être efficace, la « nouvelle presse » doit donc : « s'installer au milieu des gens, faire entendre leurs préoccupations, relayer leurs luttes, donner leur point de vue » [*idem* : 59]. Michael Traber [1985] distingue deux types de presse : le *grassroots press* (que l'on peut traduire par « presse par le bas ») et l'*advocacy press* (presse de plaidoyer) pour qualifier ce genre de médias alternatifs [Atton 2002 : 16]. Dans le cas de la première, il s'agit de développer un média communautaire

produit par des personnes issues du public cible. Elle se fonde sur l'idée que les moyens de communication et d'expression doivent être mis entre les mains des populations pour favoriser un processus de dialogue interne et de prise de conscience collective. Cela suppose une neutralité éditoriale de la part des personnes extérieures au groupe impliquées dans sa réalisation. Leur rôle se limite à celui d'assistance et de conseil technique. Comme l'explique B. Ferron, « leur présence doit permettre aux "gens ordinaires" de produire leur propre travail, dans la perspective qui est la leur » [2006]. Dans le cas de l'*advocacy press*, il s'agit « d'introduire » des acteurs sociaux marginalisés, opprimés et oubliés des médias de masse [Atton 2002 : 16]. Le bulletin joue alors moins le rôle d'incubateur des luttes que celui de caisse de résonance dans un paysage médiatique dominé par les grands médias peu enclins à répercuter les nombreuses revendications sociales.

C'est dans un double contexte de foisonnement de la « nouvelle presse » et d'agitations sociales et politiques dans les campagnes qu'apparaissent plusieurs titres estampillés « nouvelle gauche paysanne »<sup>8</sup>. Ils jouent un rôle clé dans le débat en cours sur la stratégie à adopter par rapport à la FNSEA/CNJA et aux formations de gauche. D'abord, ils favorisent la diffusion et la confrontation de points de vue différents. Ensuite, en tant qu'entreprises collectives, ces bulletins – notamment

8. Au niveau national, on trouve des titres comme *Vent d'Ouest*, *Paysans en lutte* ou le *Bulletin de liaison des paysans travailleurs*.

locaux et départementaux – participent au processus de structuration du mouvement dans son ensemble. Le fait de se réunir, de répartir les tâches, de discuter du contenu et de développer une ligne éditoriale y contribue grandement. Enfin, la publication de journaux, de dossiers thématiques et de pamphlets favorise un début de rapprochement entre paysans et autres acteurs du débat agricole. Cela permet aux étudiants, aux chercheurs, aux militants politiques, ouvriers ou de jeunesse de se familiariser avec les enjeux agricoles et les luttes paysannes. En d'autres termes, la participation à une revue constitue une porte d'entrée de choix pour ceux qui souhaitent s'engager dans la lutte des classes à la campagne.

À l'image du reste de la presse alternative, celle spécialisée sur le milieu agricole et rural est à la fois hétéroclite et en phase avec l'esprit de Mai. En raison de ses liens avec un média non-paysan – l'Agence de presse Libération (APL) – l'APL-P est certainement l'un des meilleurs exemples des tentatives d'élargissement des médias alternatifs (essentiellement urbains) aux milieux ruraux pendant les années 1970. L'APL est créée le 18 juin 1971 par un groupe de maoïstes proches de la Gauche prolétarienne (GP). À la différence d'autres révolutionnaires, les maoïstes ne se contentent pas de parler au nom du peuple mais le « servent » – pour reprendre le titre du discours « servir le peuple » de Mao Tse Toung – en épousant pleinement sa cause [Étienne 2003 : 7]. Fondée en septembre 1968 par des militants nanterriens liés au Mouvement du 22 mars<sup>9</sup> et des jeunes intellectuels issus du cercle marxiste-léniniste de l'École normale supérieure (Ulm), la GP considère

que seules les luttes populaires peuvent permettre l'émergence d'un parti communiste ouvrier « authentique ». En ce sens, la Gauche prolétarienne adopte une approche « par le bas » ou « spontanéiste » qui s'oppose à l'approche « révisionniste » et « bureaucratique » du PCF et de la CGT<sup>10</sup>.

En tant qu'agence de presse révolutionnaire, l'APL est censée participer à une prise de conscience populaire en offrant une information indépendante des « grands médias bourgeois » [Guisnel 2003 : 14]. Avec le soutien de sympathisants « démocrates » (notamment Maurice Clavel et Jean-Paul Sartre qui acceptent de cautionner le projet) et la participation bénévole de journalistes et photographes de presse, l'APL se propose de briser le mur de la censure et du silence en diffusant quotidiennement des dépêches sur les luttes politiques et sociales en cours. Tout en dénonçant le caractère bourgeois des médias dominants, elle entend en influencer le contenu [Rimbert 2005 : 20]. Après des débuts difficiles, cette agence de presse va progressivement s'imposer en tant que principale source d'information sur les activités de l'extrême gauche française avec la consécration qu'est l'abonnement de l'AFP (mars 1972).

Au-delà de l'originalité du projet éditorial, l'APL se veut à l'image des luttes qu'elle expose. Participer à sa rédaction revient à s'engager « sur le front de l'information ».

9. Mouvement étudiant au centre de la contestation étudiante de Mai 68.

10. Sur la stratégie du PCF en milieu rural voir le numéro d'*Études rurales* coordonné par Rose-Marie Lagrave [2004].

Constituée uniquement de bénévoles, son équipe fonctionne sous forme de réseau composé d'un bureau parisien et d'antennes régionales (Lyon, Nantes, Toulouse) alimentées en informations par des correspondants locaux (récits et témoignages, tracts, communiqués de presse). L'information récoltée est ensuite convertie en dépêches par une équipe de rédacteurs parisiens, qui sont diffusées aux abonnés (particuliers et organisations) et à la presse écrite. En 1972, l'APL diffuse quotidiennement près de 400 bulletins. Malgré un certain succès et sous l'impulsion des dirigeants de la GP, l'agence disparaît l'année suivante pour laisser place – non sans difficultés – au quotidien *Libération*.

À ses débuts en décembre 1972, l'APL-P s'affiche clairement comme une émanation de l'Agence de presse Libération, dont elle emprunte le logo et avec lequel elle partage le directeur de publication (Maurice Clavel). Dans un contexte de crise agricole – notamment dans l'élevage – et d'exposition du milieu agricole aux idées issues de Mai 68, il s'agit de répondre à une demande émise à l'APL par ceux qui s'intéressent ou qui sont engagés dans les luttes paysannes :

« [...] de plus en plus nombreux sont les gens qui nous demandent de rassembler en dossiers tel ou tel aspect de la vie sociale, d'ordonner l'actualité en fonction des besoins spécifiques de chaque catégorie sociale. [...] Ainsi regroupés, ces documents deviennent aux mains de ceux qui les utilisent des instruments de travail, mieux, des armes pour leur lutte, pour les faire connaître largement et dénoncer les silences de la presse bourgeoise. » (Extrait du n° 1, 22 décembre 1972)

Cependant, à la différence de l'APL, le bulletin APL-P n'a pas pour vocation première d'alimenter les grands médias en dépêches mais bien de s'adresser directement à la population agricole et notamment sa frange la plus mobilisée. Si l'on reprend la distinction entre *alternative press* et *grassroots press*, on pourrait dire qu'à ses débuts le bulletin APL-P se rapproche de la deuxième catégorie. Présenté comme un *Bulletin hebdomadaire de l'agence de presse « Libération »*, le bulletin APL-P a pour ambition :

« d'informer les paysans, pour donner aux luttes locales leur dimension, et aider les paysans à prendre des initiatives en matière d'information [en faisant converger] toutes les nouvelles en provenance du monde paysan et toutes celles qui peuvent contribuer au renforcement de l'unité populaire entre les paysans et les autres couches sociales. » (Extrait du n° 1, 21 décembre 1972)

Il ne s'agit donc pas seulement « d'informer les paysans » mais bien de les « habilitier » (*empower*) à « prendre des initiatives en matière d'information ». Dans son bilan pour marquer la première année du bulletin le collectif de réalisation rappelle ainsi que :

« Dès sa création l'APL-paysans n'a pas voulu apparaître comme un journal supplémentaire s'ajoutant à la liste déjà longue tant des journaux agricoles que des journaux révolutionnaires ou de gauche. Il se veut un outil au service de la lutte des paysans. » (Extrait du n° 10, 23 décembre 1973 [deuxième série])

En principe, c'est « à tous les paysans, à tous les militants liés aux luttes et à la vie des paysans ainsi qu'à tous les correspondants de

l'APL et aux bureaux de province »<sup>11</sup> qu'il incombe la tâche de récolter les informations, de les vérifier et de les transmettre au collectif de publication. La réussite du projet sera jugée à l'aune de la capacité des lecteurs, correspondants et paysans – militants ou non – à se réapproprier non seulement l'outil mais également les procédés de fabrication et de diffusion de l'information, notamment « par la création de bulletins locaux »<sup>12</sup>. La logique d'entraide et l'idée selon laquelle le lecteur est à la fois destinataire et diffuseur d'informations sont régulièrement rappelées aux abonnés :

« Le bulletin "APL-Paysans" doit être un instrument, une arme pour les paysans pour "briser les silences et les déformations de la presse bourgeoise et lutter contre le cloisonnement de région à région". C'est donc aux paysans eux-mêmes de nous écrire pour faire connaître les luttes qu'ils mènent, les tracts qu'ils distribuent, les injustices qu'ils subissent. [...] Les paysans doivent aussi nous critiquer, nous donner de nouvelles idées, faire de ce bulletin leur bulletin. » (Extrait du n° 3, 4 janvier 1973)

« Si chacun de vous se contente de recevoir les informations expédiées par d'autres mais ne se sent pas redevable à son tour de faire parvenir les nouvelles de sa région, nous allons très vite vers une "anémie" du bulletin et sa mort à plus ou moins long terme. » (Extrait du n° 36, 10 juillet 1974)

Le succès du bulletin requiert une forme de détachement du collectif de publication vis-à-vis des luttes paysannes et des groupes qui les représentent. Ceci se traduit par le renoncement à adopter une ligne éditoriale.

Comme l'explique un ancien membre du collectif, « on se présentait comme une équipe technique », au risque, comme le reconnaît le collectif de réalisation de l'époque, « [qu'il] en résulte parfois un aspect un peu "fourretout" du bulletin, manquant d'un minimum d'ossature »<sup>13</sup>. Tout en faisant preuve de bienveillance à l'égard de la nouvelle gauche paysanne, l'APL-P se démarque donc des différents titres qui lui sont associés (*Vent d'Ouest*, *Paysans en lutte*, *Bulletin de liaison des paysans travailleurs*) en se gardant de prendre ouvertement position par rapport aux débats idéologiques et stratégiques qui la traversent. En d'autres termes, bien qu'elle s'inscrive dans la dynamique d'ensemble, l'APL-P n'est pas tant le promoteur d'une tendance ou d'une organisation particulière qu'un outil au service et à la disposition de tous les paysans – ce qui suppose que le groupe « paysan » soit clairement identifiable.

En ce sens, l'APL-P se rapproche d'un autre média alternatif issu de Mai 68 et également proche de l'approche *grassroots* : les *Cahiers de Mai*. Les *Cahiers* se caractérisent par une volonté affichée de prolonger l'esprit libertaire en dépassant les clivages partisans, stratégiques et idéologiques si caractéristiques de l'après-Mai 68. Les lecteurs sont vivement encouragés à s'impliquer dans la rédaction et la diffusion de la revue [Martin 2008 : 63]. Il s'agit de produire « une information d'un nouveau style, contrôlée par les travailleurs

11. Extrait du n° 1, 21 décembre 1972.

12. Extrait du n° 10, 23 décembre 1973 (deuxième série).

13. Extrait du n° 10, 23 décembre 1973 (deuxième série).

eux-mêmes » et ainsi d'aider « le courant révolutionnaire à prendre conscience de son ampleur »<sup>14</sup>. Pour ce faire, la revue s'appuie sur un réseau de « correspondants-diffuseurs », censés produire une « information de type nouveau », « concrète, rigoureuse, débarrassée au maximum de la glue idéologique que secrète abondamment la classe dominante [...], au-delà du cercle étroit des partis actuels »<sup>15</sup>.

Comme pour les *Cahiers*, l'APL-P ouvre ses colonnes à toutes les composantes de la nouvelle gauche paysanne et des mouvances et formations de la gauche radicale. On y trouve des tracts et des communiqués de FDSEA et CDJA contestataires, des groupes PT – organisés sous forme de collectif, d'association ou de syndicat autonome. Les informations diffusées n'émanent pas exclusivement d'organisations ou de groupes paysans. Elles peuvent provenir aussi d'organisations politiques (Parti socialiste, Parti socialiste unifié, Pour le communisme, Parti communiste marxiste-léniniste de France...), de syndicats de salariés (notamment la Fédération générale de l'agro-alimentaire-Confédération française démocratique du travail) ou encore d'associations et de collectifs locaux (Association pour la sauvegarde du site de la Boucle<sup>16</sup>, Association de défense des riverains de l'aérodrome Sisteron-Thèze<sup>17</sup>). On y publie leurs tracts, communiqués de presse et parfois des extraits de leurs bulletins d'information. À cela s'ajoutent des coupures de presse issues de quotidiens nationaux ou régionaux.

La diversité des sources se double d'une grande variété de luttes exposées. À ses débuts en décembre 1972, le bulletin APL-P publie essentiellement des dépêches tirées de

celui de l'APL, dont le contenu concerne de près ou de loin le milieu agricole. Progressivement, à partir de 1973, et avec la fin de l'APL, ce sont surtout des informations « non formatées » qui sont diffusées : tracts, coupures de presse (nationale, régionale, militante), communiqués.

Les luttes paysannes y sont relayées, qu'elles concernent le foncier, le lait, la viande, le vin, les fruits ou les légumes, comme les luttes plus transversales auxquelles participent certains agriculteurs même s'ils n'en sont pas toujours les instigateurs. Le bulletin consacre ainsi plusieurs numéros à l'opposition à l'extension du camp militaire sur le causse du Larzac. Il publie également les comptes rendus de réunions de comités de soutien, les textes d'appel, les communiqués de presse, les discours des journées d'action<sup>18</sup>, des tracts... D'autres luttes à forte valeur symbolique y sont abondamment traitées. Il peut s'agir de grèves rassemblant ouvriers et paysans, de salariés de l'agro-alimentaire ou d'organisations para-agricoles (Crédit agricole, chambres d'agriculture, Mutuelle sociale agricole...) ou des distributions « sauvages » de viande et de lait dans les quartiers populaires. Au fil des numéros, les « nouveaux » mouvements sociaux y occupent une place de plus en plus grande, concernant notamment les luttes « citoyennes »

14. Extrait des *Cahiers de Mai*, n° 1.

15. Extrait du n° 7, 1<sup>er</sup> au 15 décembre 1968.

16. Extrait du n° 6, 1<sup>er</sup> février 1973.

17. Extrait du n° 33, 15 juin 1974.

18. Voir, par exemple, le n° 41/42, 28 août 1974.

et « locales » contre des grands projets, la préservation d'espaces naturels, la défense des consommateurs... Les mobilisations contre des grands projets industriels polluants<sup>19</sup>, des projets autoroutiers ou d'aéroports (Notre-Dame-des-Landes<sup>20</sup>, Sisteron) sont largement traités.

Ce glissement vers des sujets de société fait écho aux préoccupations d'une frange de la nouvelle gauche paysanne (avec les premières remises en cause du productivisme et des réflexions sur le rôle du « paysan » en tant qu'acteur de l'espace rural) et des milieux intellectuels et politiques (crise du gauchisme, émergence de l'écologie politique, candidature de l'agronome René Dumont aux élections présidentielles de 1974, deuxième gauche) au cours de la décennie 1970. Au niveau du contenu, le bulletin APL-P est en phase avec le modèle *grassroots*. Tous les courants de la nouvelle gauche paysanne y sont représentés et la grande diversité des luttes en milieu rural y est exposée. Pourtant, les déclarations d'intention et la densité des informations masquent des difficultés à atteindre et à mobiliser le public paysan.

### **Avec les paysans sur le « front de l'information » ?**

Ses anciens membres nous expliquent que le collectif de publication regroupe une quinzaine de personnes dont un noyau dur, composé de quatre à cinq personnes. Il se contente de collecter les communiqués, tracts, comptes rendus et articles de presse, de les mettre en page, de les publier et de les diffuser<sup>21</sup>. Il se compose exclusivement de personnes qui gravitent autour du monde rural, basées en région

parisienne. On y trouve notamment des chercheurs à l'Inra, des étudiants et des enseignants du secteur agricole, des salariés d'organisations professionnelles et techniques et d'organisations liées au milieu agricole (Crédit agricole)<sup>22</sup>. Tous ne sont pas originaires de la région parisienne mais seul l'un d'entre eux a un lien direct avec le monde agricole. Plusieurs d'entre eux sont des anciens élèves de l'Agro de Paris ou des écoles voisines (Esitpa). Malgré certaines affinités avec des groupuscules gauchistes (notamment la GP), ils n'y militent pas de façon active. Leur participation au projet APL-P est surtout le fait d'accointances et d'amitiés construites au fil de trajectoires personnelles analogues : étudiants ou anciens étudiants à Paris (souvent en école d'agronomie), une sensibilité et un intérêt communs pour les questions paysannes et agricoles, une participation à Mai 68 et parfois à des « longues marches »<sup>23</sup> ou une

19. En 1975 notamment, l'APL-P consacre plusieurs pages aux mobilisations contre la centrale nucléaire de Braud-et-Saint-Louis (Gironde) et contre l'implantation d'une usine chimique à Marckolsheim (Bas-Rhin).

20. En effet, dès 1970, l'Oream (Organisme régional d'étude et d'aménagement d'aire métropolitaine) préconise le site de Notre-Dame-des-Landes pour y construire l'aéroport du « Grand-Ouest ».

21. « Nous ne sommes pas des journalistes, nous travaillons à l'APL-paysans en plus de notre travail et souvent d'autres activités militantes » (extrait du n° 10, décembre 1973 [deuxième série]).

22. Extrait du n° 10, décembre 1973 (deuxième série).

23. En référence aux déplacements massifs de gardes rouges maoïstes chinois pour propager l'esprit de la Révolution culturelle (à partir de 1967), plusieurs étudiants ont organisé et pris part à des « longues marches » en France dans le cadre de Mai 68.

fonction occupée dans une organisation liée à l'agriculture. D'ailleurs, la plupart d'entre eux poursuivront et termineront leurs carrières dans ce domaine, à Paris ou en province.

Le collectif se réunit une fois par semaine pour produire chaque numéro. Chacun contribue en fonction de ses envies et de ses disponibilités. Toutes les personnes interrogées insistent sur le caractère « autogéré » et « bricolé » de l'APL-P. Il n'y a pas de répartition précise des tâches. Tous participent à la composition, à la mise en pages, à la confection des stencils ou à l'impression à la ronéotypeuse. Ils insistent également sur la dimension conviviale de l'entreprise. La fabrication et la mise sous pli d'un numéro s'accompagnent souvent d'un repas chez l'un des membres du collectif.

À cette équipe de rédaction parisienne, s'adjoint une poignée de correspondants locaux, essentiellement basés dans les départements du Grand-Ouest. Certains participent à des APL locales (APL-Nantes, APL-Rennes), survivances de l'APL qui disposent parfois de leur propre bulletin. Très peu de paysans contribuent à l'APL-P. Comme l'explique un ancien membre du collectif de publication, « le dispositif de remontée d'info [repose] beaucoup sur des militants de la sphère "para-agricole" (techniciens, enseignants, etc.) ». Outre ces sources, l'APL-P bénéficie d'informations récoltées de première main par les membres du collectif de rédaction. Ces derniers mobilisent très souvent leurs réseaux personnels et professionnels pour alimenter le bulletin. La diffusion ne dépassera jamais les deux à trois cents abonnements. À défaut d'atteindre les « masses paysannes » non

politisées, le lectorat se compose surtout de militants ou de sympathisants de la nouvelle gauche paysanne. Et là encore, le bulletin n'atteint qu'une frange de cette tendance à l'intérieur de la population agricole. On est donc très loin du bulletin pour les paysans et par les paysans initialement espéré par les initiateurs de l'APL-P.

Le collectif de publication en appelle d'ailleurs à plusieurs reprises à une plus forte implication de ses lecteurs et, notamment, des paysans. Ces interventions se multiplient tout au long de l'année 1973. Fin novembre, une lettre est adressée aux abonnés leur expliquant qu'ils ne recevront pas de numéro cette semaine « pour la bonne raison que trop peu d'informations nous sont parvenues »<sup>24</sup>. La longueur du bulletin est, en effet, proportionnelle à la quantité d'informations. Le numéro 6 (deuxième série), par exemple, s'accompagne d'un appel cinglant à plus d'engagement de la part des lecteurs à la fois pour l'alimenter et pour le faire connaître :

« Aujourd'hui, le bulletin de l'APL-paysans se réduit à quatre pages, ce qui représente toutes les informations reçues en une semaine. Et pourtant ! [...] Oui, nous avons cette semaine la preuve que si les paysans eux-mêmes ne nous expliquent pas quelles luttes ils mènent, si les paysans abonnés de Loire-Atlantique et du Finistère ne nous écrivent pas, ne nous téléphonent pas, l'APL-paysans ne peut plus vivre. » (Extrait du n° 6, 1<sup>er</sup> février 1973)

24. Lettre adressée aux lecteurs (datée du 24 novembre 1973).

Comment expliquer ces difficultés à impliquer les paysans ? Un premier élément de réponse se trouve dans les faibles ressources financières, humaines et matérielles disponibles. Comme nous venons de voir, seuls quelques individus participent activement au collectif de publication. Vu le peu de correspondants, l'APL-P n'a pas non plus les moyens de démarcher une population agricole géographiquement dispersée. Du point de vue matériel, la fin de l'APL courant 1973 prive le bulletin APL-P des dépêches et des équipements – locaux, tarif postal réduit et matériel de reprographie – nécessaires à sa réalisation dans de bonnes conditions. Avec ses faibles ressources financières, les membres du collectif doivent « bricoler » des solutions pour faire face à ces difficultés, par exemple, en se servant occasionnellement du matériel de reprographie de leur lieu de travail ou en se réunissant dans les locaux d'associations « amies ». Ce mode de fonctionnement « artisanal » est caractéristique du champ de la presse alternative. Il renvoie à un arbitrage permanent entre préservation d'une ligne éditoriale indépendante et aspiration à atteindre le plus grand nombre [Martin 2008 : 61]. D'innombrables bulletins, dont l'APL et les *Cahiers de Mai*, ne parviendront pas à trouver le juste équilibre et cesseront leur parution. Le reflux du gauchisme accentuera les difficultés de la « nouvelle presse ». Il s'accompagnera notamment d'un transfert partiel du lectorat vers sa frange plus contre-culturelle (revues féministes, régionalistes, d'écologie radicale) [Cusset 2006 : 23].

Une deuxième explication renvoie aux effets conjugués des contextes agricole et politique sur la nouvelle gauche paysanne. Le

premier choc pétrolier (1973) et la sécheresse de 1975-1976 aggravent une situation économique déjà difficile pour la profession et, en particulier, les éleveurs. On estime ainsi qu'entre 1972 et 1982, le pouvoir d'achat des agriculteurs baisse de 1,8 % par an [Desriers 2007 : 27]. C'est dans ce contexte que la FNSEA et le CNJA orchestrent une reprise en main musclée des syndicats départementaux et des chambres d'agriculture contestataires. À cela s'ajoutent les premières remises en cause du modèle agricole productiviste par une frange de la paysannerie soucieuse des retombées environnementales de son activité et de la vitalité des campagnes. Dans ce contexte, les rapports à l'intérieur de la nouvelle gauche paysanne mais aussi entre les agriculteurs et les groupes gauchistes non-paysans ont tendance à se durcir.

En effet, plusieurs courants de la nouvelle gauche paysanne, tout en partageant une même aspiration à plus de justice économique et sociale, s'opposent sur la stratégie à mettre en œuvre pour la concrétiser. Certains considèrent, malgré les difficultés, qu'il est encore possible de transformer la FNSEA et le CNJA de l'intérieur. D'autres prônent la création de structures syndicales autonomes (au niveau local et national) ou affiliées aux syndicats de salariés (notamment la FGA-CFDT). À la croisée de ces deux approches, certains souhaitent rester à l'intérieur de la FNSEA/CNJA tout en continuant à développer une ligne Paysans travailleurs autonome (par le biais d'actions, la création d'associations ou de collectifs PT locaux). Nonobstant ces différences stratégiques, l'heure n'est plus à la conscientisation des masses paysannes mais à la consolidation d'un courant de gauche à l'intérieur

de la population agricole. Ceci est propice à un recentrage des efforts sur le monde agricole et à une certaine prise de distance avec les groupes politiques non-paysans – et notamment gauchistes – qui cherchent à les mobiliser.

Au sein des PT, ce recentrage se traduit par la création d'un bulletin interne pour structurer le mouvement. Dans ce contexte, celui de l'APL-P paraît en décalage avec les priorités des PT. Lors de ses Journées de Rennes (1974), la commission presse insiste d'ailleurs sur le fait que la « fonction [de l'APL-paysans] est très différente de celle du bulletin interne »<sup>25</sup>. Les liens de filiation entre l'APL-P et l'APL, dont les fondateurs furent proches de la Gauche prolétarienne (GP), tendent également à renforcer l'image gauchiste de l'APL-P aux yeux des PT. Par ailleurs, plusieurs membres du collectif de publication de l'APL-P ont activement participé aux débats à l'intérieur de la nouvelle gauche paysanne en gestation et notamment au sein du bulletin *Paysans en lutte* (PL). Fondée en 1970, PL a pour objectif : « d'accélérer la prise de conscience que les paysans exploités ressentent pour qu'ils puissent, à partir de leur situation et de leurs luttes concrètes, découvrir par eux-mêmes la nécessité de détruire le capitalisme et de lui substituer une organisation sociale contrôlée et dirigée par les travailleurs eux-mêmes »<sup>26</sup>.

Le bulletin, qui publiera treize numéros, et sera diffusé nationalement à environ 3 000 exemplaires, résulte de la jonction entre deux groupes d'intellectuels et de paysans. Le premier se forme autour de Bernard Lambert et de la Commission nationale agricole (CNA) du PSU et son *Bulletin de liaison du groupe*

*de recherche et de lutte pour une agriculture socialiste* [Drouet et Martin 2010a : 295]. Au début des années 1970, B. Lambert et ses partisans sont de plus en plus convaincus que le salut de la paysannerie moyenne prolétarisée passe inévitablement par la rupture avec la FNSEA et par la formation d'un nouveau syndicat autonome de PT. Le second groupe rassemble paysans, militants et intellectuels proches des thèses « maoïstes »<sup>27</sup> de la GP. Plusieurs d'entre eux sont issus des mouvements de jeunesse catholique (MRJC, JEC) [Rimbert 2005 : 20 ; Christofferson 2004 : 60-61]. Ils considèrent qu'en l'absence d'une ligne politique suffisamment affirmée à l'intérieur de la masse paysanne, il faut privilégier les luttes à la base – y compris celles à l'intérieur des structures syndicales existantes [Chavagne 1988 : 160]. Initialement constitué autour de deux numéros thématiques de la revue *Frères du monde* parus en 1968 et 1969<sup>28</sup>, le groupe sera rejoint par des chercheurs de l'Inra avec lesquels il publiera

25. Extrait du n° 50, 4 décembre 1974.

26. Extrait de *Paysans en lutte*, n° 1, juin 1970.

27. Comme l'expliquent Y. Drouet et J.-P. Martin, « convergences d'idées, similitude de pratiques ne signifient pas adhésion à une doctrine politique et s'il y a pu avoir une proximité idéologique sur certains points, la plupart des rédacteurs de la revue ne se considéraient pas comme maoïstes et refusaient cette étiquette » [2010b : 119].

28. *Frères du monde* est une revue publiée par des franciscains. Le premier numéro consacré à l'enjeu agricole, publié en juin 1968, est intitulé « Une agriculture au service des travailleurs » (n° 54-55) et le second numéro, en mars 1969, « Une ligne révolutionnaire pour la paysannerie » (n° 59).

deux numéros d'un *Bulletin pour l'action des paysans-travailleurs* fin 1969-début 1970. À ces différences d'ordre stratégique s'ajoutent des différences plus théoriques : le premier groupe défend la thèse de la prolétarianisation des paysans et le deuxième une version remaniée de la théorie léniniste de la décomposition de la paysannerie [Martin 2014 : 99]. Ils se retrouvent pourtant autour d'une même volonté de rupture avec la doxa modernisatrice du gaullisme triomphant. Néanmoins, malgré une même hostilité envers « l'accommodement réformiste » du CNJA et de la FNSEA, leurs divergences – présentes dès les origines de la revue – finissent par prendre le dessus. Dans un contexte marqué par la création au niveau national du mouvement PT (sous l'impulsion de Bernard Lambert), la parution fin 1971 d'un article dans le numéro 8-9 très critique à l'égard de la structure syndicale – sous prétexte qu'elle « attire les éléments pourris [et] pourrit les éléments sains » – entraîne le départ de la composante CNA-PSU de la revue [Drouet et Martin 2010b : 120]. C'est parmi ceux qui restent – les partisans d'une ligne de masse, défavorables à la formation d'une nouvelle structure syndicale – que l'on trouve plusieurs participants au collectif APL-P. Cette association avec *Paysans en lutte* aura un impact non négligeable sur la perception de l'APL-P par de nombreux militants et responsables PT. Comme l'explique un ancien militant des PT, Bernard Lambert et de nombreux PT associeront l'APL-P avec les animateurs de la revue *Paysans en lutte* favorables à la ligne de masse et opposés à la formation d'un nouveau syndicat.

## Conclusion

L'APL-P est une tentative originale de transposer au milieu agricole les nouvelles manières de produire de l'information nées de l'effervescence de Mai 68. Le collectif aura réalisé l'exploit de publier et de diffuser un bulletin hebdomadaire pratiquement sans interruption pendant plus de cinq ans (1973-1978). Pour tout chercheur s'intéressant aux mobilisations paysannes et rurales des années 1970, ce bulletin constitue une source précieuse d'informations – tracts, comptes rendus, communiqués, articles de presse – sur les luttes agricoles durant les années 1970.

Tant le contenu de l'APL-P, l'organisation et le profil de ses contributeurs, que ses interactions et son cheminement au sein des milieux paysans de gauche illustrent les reconfigurations de la nouvelle gauche paysanne. Dans l'après-Mai 68, l'espoir d'un front uni paysans-ouvriers-étudiants fait place aux doutes, à la méfiance et au repli sur soi. La grève générale n'est plus à l'ordre du jour. L'élection de Giscard d'Estaing (1974), tout en marquant un progrès sur le plan des mœurs, écarte un peu plus l'espoir d'une révolution politique. Pour la nouvelle gauche paysanne, l'urgence est à la consolidation de sa base.

Les efforts de l'APL-P pour exister dans cet espace en pleine mutation témoignent des rapports complexes entre la nouvelle gauche paysanne et ceux que Bernard Lambert qualifiait de « paraploucs »<sup>29</sup>, ces citoyens, souvent

29. Expression rapportée à B. Lambert par un ancien proche au sein des PT.

jeunes, désireux d'aider les paysans à révolutionner les campagnes et, par là même, le monde. Bien que son nom ne figure pas ou peu dans les mémoires et récits de cette époque agitée, le bulletin APL-P et autres « guêpes et

[...] taons de la nouvelle presse [ont], à leur manière, contribué à réveiller et à mobiliser les énergies » [Martin 2008 : 69]. Rien que pour cela, ces « petits » oubliés de l'histoire méritent toute notre attention.

## Bibliographie

- Atton, Chris** — 2002, *Alternative Media*. London, Sage Publications.
- Bruneau, Ivan** — 2008, « Quand les paysans deviennent “soixante-huitards” », in D. Damamme, B. Gobille F. Matonti et B. Pudal (dir.), *Mai-Juin 68*. Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier : 344-356.
- Chadaigne, Pierre-José** — 2002, *La communication alternative : la presse parallèle des années soixante à la fin des années quatre-vingt-dix*. Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication. Paris, Université de Paris-2.
- Chavagne, Yves** — 1988, *Bernard Lambert : 30 ans de combat paysan*. Quimperlé, La Digitale.
- Christofferson, Michael Scott** — 2004, *French Intellectuals Against the Left. The Antitotalitarian moment of the 1970s*. New York et Oxford, Berghahn Books.
- Cusset, François** — 2006, *La décennie : le grand cauchemar des années 1980*. Paris, La Découverte.
- Desriers, Maurice** — 2007, « L'agriculture française depuis cinquante ans : des petites exploitations familiales aux droits à paiement unique », in *L'agriculture, nouveaux défis*. Paris, Insee : 17-30.
- Drouet, Yannick et Jean-Philippe Martin** — 2010a, « Un militantisme paysan à gauche. Des réseaux paysans de Bernard Lambert (au PSU) à ceux de l'OC-GOP (années 1960-années 1970) », in T. Kernalégen, F. Prigent, G. Richard et J. Sainclivier (dir.), *Le PSU vu d'en bas. Réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950-années 1980)*. Rennes, Presses universitaires de Rennes : 291-304.
- 2010b, « Les maoïstes et les paysans-travailleurs (fin des années 1960-années 1970) », *Dissidences* 8 : 112-130.
- Duclos, Nathalie** — 1998, *Les violences paysannes sous la V<sup>e</sup> République*. Paris, Economica.
- Étienne, Jean-Paul** — 2003, *La gauche prolétarienne (1968-1973). Illégalisme révolutionnaire et justice populaire*. Thèse de doctorat de science politique. Paris, Université de Paris-VIII.
- Ferron, Benjamin** — 2004, *La presse alternative locale en France. Un espace de contestation des représentations et normes instituées du système de pouvoir local*. Mémoire de DEA en science politique. Rennes, Institut d'études politiques de Rennes.
- 2006, « Les médias alternatifs : entre luttes de définition et luttes de (dé-)légitimation », communication au 8<sup>e</sup> colloque Brésil-France. Institut de communication des médias, Université Stendhal, 29-30 septembre.
- Gervais, Michel, Claude Servolin et Jean Weil** — 1965, *Une France sans paysans*. Paris, Éditions du Seuil.
- Guin, Yannick** — 1969, *La commune de Nantes*. Paris, François Maspero (« Cahiers libres »).
- Guinsel, Jean** — 2003, *Libération, la biographie*. Paris, La Découverte (« Poche/Essais »).
- Hubscher, Ronald et Rose-Marie Lagrave** — 1993, « Unité et pluralisme dans le syndicalisme agricole. Un faux débat », *Annales. Économies, sociétés, civilisations* 48 (1) : 109-134.
- Jezo-Vannier, Steven** — 2011, *Presse parallèle. La contre-culture en France dans les années soixante-dix*. Marseille, Le Mot et le reste.
- Kouvelakis, Stathis** — 2007, *La France en Révolte. Luttés sociales et cycles politiques*. Paris, Textuel (« La discorde »).

**Lagrange, Rose-Marie (dir.)** — 2004, *Études Rurales 171-172 : Les « Petites Russies » des campagnes françaises*.

**Martin, Jean-Philippe** — 2005, *Histoire de la nouvelle gauche paysanne. Des contestations des années 1960 à la Confédération paysanne*. Paris, La Découverte. — 2014, « Les contestations paysannes autour de 1968. Des luttes novatrices mais isolées », *Histoire et sociétés rurales* 41 (1) : 89-136.

**Martin, Laurent** — 2008, « La “nouvelle presse” en France dans les années 1970 ou la réussite par l’échec », *Vingtième siècle* 98 (2) : 57-69.

**Rimailho, André** — 1973, « La Presse sauvage », in collectif *La presse et les sciences de l’information. Actes du colloque organisé à Toulouse le 18 mars*

1972. Toulouse, Service des publications, Université de Toulouse-Le Mirail : 125-138.

**Rimbert, Pierre** — 2005, *Libération : de Sartre à Rothschild*. Paris, Raisons d’Agir.

**Ross, Kirstin** — [2002] 2005, *Mai 68 et ses vies ultérieures*. Bruxelles et Paris, Éditions Complexe/Le Monde diplomatique.

**Tavernier, Yves** — 1972, « Le mouvement de défense des exploitants familiaux », in Y. Tavernier, M. Gervais et C. Servolin (dir.), *L’univers politique des paysans dans la France contemporaine*. Paris, Armand Colin : 467-496.

**Traber, Michael** — 1985, « Alternative journalism, alternative media », Londres, World Association for Christian Communication : s. p.

### Résumé

Edouard Morena, *L’Agence de presse libération-paysans : Avec les paysans sur le « front de l’information » ?*

C’est en 1972, dans l’effervescence de l’après-Mai 68 qu’est créé le bulletin *Agence de presse libération-paysans* (APL-P), à l’image de celui de l’Agence de presse libération, qui lui donna son nom. L’objectif assigné à ce journal est de mettre en mouvement les masses paysannes en leur permettant d’être les porte-voix de leurs propres luttes. Il s’agit à la fois de faire entendre leurs préoccupations et de favoriser une prise de conscience de la paysannerie, prise de conscience considérée comme un préalable à tout processus révolutionnaire. Pourtant, le bulletin APL-P ne parvient pas à atteindre son objectif. Cet échec est analysé à travers le contexte politique et social, ses effets sur la nouvelle gauche paysanne, ainsi que le profils des militants impliqués dans sa réalisation.

### Mots clés

*Agence de presse libération-paysans*, Mai 68, militantisme, nouvelle gauche paysanne, paysannerie, paysans travailleurs, presse alternative

### Abstract

Edouard Morena, *The Agence de Presse Libération-Paysans: With farmers on the “news front”?*

The *Agence de Presse Libération-Paysans* (APL-P – Liberation news service – small-scale farmers) was created in 1972, in the effervescence following the events of May 1968. It was modelled on the Liberation News Service, whose name it borrowed. The goal of the paper was to mobilize the agrarian masses by making small farmers the spokespeople of their own movement. The aim was both to voice their concerns and raise awareness amongst small-scale farmers – since such awareness was deemed a pre-requisite for any revolutionary process. And yet the APL-P bulletin never managed to fulfil its mandate. This failure is analysed in terms of the political and social context, its effects on the agrarian new left, as well as the profiles of the activists involved in its creation.

### Keywords

*Agence de presse libération-paysans*, May 1968, activism, agrarian new left, small-scale farming, farm labourers, alternative press